



CHAMBRES D'AGRICULTURE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



DÉTAIL DE L'ACTUALITÉ

EGA : Dépasser le seul cercle agricole



28 novembre 2017

Bouches-du-Rhône, Chambre, Société

Le Président de la Chambre régionale d'agriculture, Claude Rossignol, fait le point sur le sujet et sur l'actualité

Dans leur déclinaison régionale, les États généraux de l'alimentation ont ouvert le dialogue et impliqué la société civile. Les discussions doivent laisser place aux propositions. Le Président de la Chambre régionale d'agriculture, Claude Rossignol, fait le point sur le sujet et sur l'actualité du moment.

La Région a pris part au grand débat sur l'alimentation. Trois journées de travail ont été organisées sur Aix, Avignon et Châteaurenard. Quel bilan la profession agricole peut-elle tirer de ces rencontres ?

Claude Rossignol : "Nous sommes l'une des régions qui s'est le plus impliquée dans la déclinaison régionale des

États généraux de l'alimentation, et il faut s'en féliciter. Avec l'État, la Région et la Chambre régionale d'agriculture, nous avons souhaité co-organiser et co-présider ces rendez-vous. La participation aux différents ateliers était très soutenue et il me semble que le format choisi était le bon. Il était aussi important d'élargir le débat en lui donnant une dimension qui dépasse le seul cercle agricole. Élus, maires, sénateurs, représentants d'associations et citoyens consommateurs ont participé aux discussions. D'une manière générale, les échanges ont été intéressants et les interventions libres. Sur la forme, l'exercice a été réussi."

Et sur le fond ?

C.R. : "Ces journées étaient une opportunité nouvelle pour le dialogue. Chaque partie a pris le temps de s'exprimer sur des sujets cruciaux, tels que la structuration des filières, l'adaptation au changement climatique ou la valorisation de l'ancrage territorial, etc. Le monde agricole a entendu combien les attentes sociétales sur une alimentation de qualité étaient fortes. De leurs côtés, les agriculteurs ont partagé les contraintes auxquelles leur profession était soumise, leur difficulté à tirer un revenu de leur métier. Elle a aussi rappelé tout ce à quoi l'agriculture contribuait aujourd'hui au plan économique mais aussi en matière d'environnement. S'il y a déjà quelque chose à retenir de ces rencontres, c'est qu'elles ont au moins permis une prise de conscience par un

public plus large des problématiques agricoles.”

Sur la création et la répartition de la valeur ou sur d'autres questions, avez-vous le sentiment que des propositions ont émergé de ces EGA ?

C.R. : “Les idées et les pistes de réponses que nous développons sur ce sujet comme sur d'autres chantiers ne sont pas nouvelles. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les EGA révolutionnent l'agriculture du jour au lendemain. Ces rencontres ont remis au centre des préoccupations de la société civile les réalités de l'agriculture et posé la question de son avenir. Les mesures que nous attendons maintenant doivent être prises à l'échelle nationale. On nous a fait plancher sur les moyens à mettre en œuvre, pour répondre aux attentes de nos concitoyens en matière d'alimentation, mais nous attendons de ces EGA qu'ils prennent aussi en compte les enjeux économiques de notre secteur, le défi alimentaire et celui du changement climatique. Il y a encore beaucoup d'interrogations sur des sujets qui préoccupent les agriculteurs. Ils influent fortement leur revenu et dépassent largement le cadre des EGA. Nous attendons là aussi des réponses de l'État.”

Sur quoi ces rencontres vont-elles déboucher ?

C.R. : “Les différents ateliers ont donné lieu à des synthèses. Avec l'État, la Région et la Chambre régionale d'agriculture, nous finissons de confronter nos conclusions pour pouvoir exprimer et faire remonter d'une seule voix nos propositions. Une conférence de presse organisée avec le prochain préfet de Région doit nous permettre de communiquer sur ce que nous souhaitons, à l'échelle régionale, faire remonter au gouvernement, sur la problématique centrale de ces EGA, à savoir le prix payé aux producteurs, et sur d'autres enjeux identifiés.”

Autre sujet, les productions régionales sous abri vont bénéficier d'un nouveau dispositif très attendu ?

C.R. : “Il fallait en effet trouver les moyens de soutenir plus activement les projets d'installation, relancer l'investissement et redonner des perspectives aux producteurs sous abri. Ceux qui parviennent le mieux à traverser des crises et des contextes économiques difficiles sont aujourd'hui ceux qui ont investi dans des outils modernes et performants. Maintenir le potentiel de financement national et local était indispensable. Ce plan de relance mis en place avec la Région nous permettra de donner un nouvel élan de modernisation à notre parc de serres et nos productions sous abri.”

Le congrès de Légumes de France s'est tenu à Marseille. La contractualisation dans la filière et le “zéro pesticide” ont été les deux sujets abordés sur les tables rondes. Que vous inspirent-ils ?

C.R. : “La production de légumes de nos départements occupe une place forte de notre agriculture et il était important de pouvoir organiser le congrès chez nous. Concernant la contractualisation, elle doit pouvoir s'envisager comme un cadre de stabilité des relations entre producteurs et acheteurs. C'est un outil qui peut trouver un intérêt à condition, bien sûr, d'en gérer les équilibres, il faut qu'elle puisse se mettre en place de façon équitable et sans contraintes supplémentaires.

Sur le zéro phyto, il faut être prudent. Nous devons clairement continuer à tendre vers la réduction de l'utilisation des phytosanitaires dans nos pratiques, mais il faut aussi que l'on puisse continuer à produire sans rajouter non plus de confusion dans l'esprit des consommateurs. Le rôle de la recherche et du développement sur ce sujet est fondamental et nos concitoyens doivent en être conscients.” n

Propos recueillis par Emmanuel Delarue . Agriculteur Provençal

LIRE AUSSI

> Etats généraux de l'alimentation : Maintenir et développer l'ancrage territorial de l'agriculture